

Et si on parlait maintenant de la violence silencieuse à l'hôpital ?

Le Président d'Avenir Hospitalier parle des violences à l'hôpital. Instructif

Un rapport récent montre que le personnel hospitalier se déclare de plus en plus souvent victime d'actes de violence. Les PH ne sont pas épargnés, ce qui, d'après leurs syndicats, symbolise la dégradation des conditions de travail dans les établissements.

En 2014, les établissements de santé ont signalé 14 502 atteintes aux personnes et aux biens, soit 10 % de plus qu'en 2013. C'est la principale conclusion du [rapport de l'Observatoire national des violences en milieu de santé \(ONVS\)](#), rendu public au mois d'août. Des chiffres qui, d'après les représentants des PH, traduisent un malaise général au sein de l'institution hospitalière. Les atteintes aux biens constituent environ un tiers de déclarations recensées par l'ONVS, contre deux tiers pour des atteintes aux personnes. Ces dernières vont de la simple injure au viol. 85 % d'entre elles concernent le personnel de santé, dont 9 % pour les médecins (loin derrière les infirmières, 45 %). Les services de psychiatrie restent les plus touchés (21 % des déclarations), devant les urgences (15 %).

Déclarez plus, on vous dit !

Ces chiffres sont probablement sous-estimés. « *Aujourd'hui, les signalements se font sur la base du volontariat* », explique Arnaud Poupard, le patron de l'ONVS cité par l'APM. Celui-ci souhaiterait que « *les signalements soient plus courants et plus exhaustifs.* » On le comprend : 94 % des déclarations ont été effectuées par des établissements publics, contre 4 % par des Espic et 1 % par des cliniques privées.

Malgré les biais évidents dont souffrent les chiffres de l'ONVS, ils correspondent à l'ambiance ressentie par les PH (ou du moins par leurs représentants). « *Cela ne m'étonne pas* », déclare le Dr Rachel Bocher, présidente de l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH). « *Notre société est de plus en plus violente, il n'y a aucune raison que l'hôpital échappe à un phénomène sociétal qui se généralise* », explique pour sa part le Dr Max-André Doppia, président d'Avenir Hospitalier.

La faute aux cadences infernales

Les deux syndicalistes estiment que la surcharge des services favorise la survenue d'incidents. « *Quand les conditions de travail ne permettent pas au personnel de répondre aux patients dans des délais raisonnables, il ne faut pas s'étonner que cela s'exprime de manière violente* », accuse Max-André Doppia. Rachel Bocher met quant à elle l'accent sur les besoins en formation du personnel. « *La meilleure façon de repérer au préalable les situations à risque et de faire face, c'est d'être formé* », indique-t-elle.

Mais il y a plus. D'après Max-André Doppia, les chiffres de l'ONVS ne recouvrent qu'une partie de la violence que subissent les soignants. « *Il s'agit d'une violence importée à l'hôpital* », fait-il remarquer. « *Ce dont on ne parle pas, c'est la violence silencieuse dans l'institution : les insuffisances d'effectif, la maltraitance managériale, le harcèlement, l'intimidation, les cris entre membres du personnel...* »

Et si la violence décrite dans le rapport de l'ONVS n'était que la partie émergée de l'iceberg ?

Dr Max-André DOPPIA

Président, Avenir Hospitalier